



Bruxelles, le 28.10.2016
COM(2016) 694 final

2016/0343 (NLE)

Proposition de

DÉCISION DU CONSEIL

sur la conclusion, au nom de l'Union européenne, d'un accord modifiant l'accord entre les États-Unis d'Amérique et la Communauté européenne relatif à la coopération dans le domaine de la réglementation de la sécurité de l'aviation civile

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. CONTEXTE DE LA PROPOSITION

1.1. Contexte

L'accord entre les États-Unis d'Amérique et la Communauté européenne relatif à la coopération dans le domaine de la réglementation de la sécurité de l'aviation civile¹ (ci-après l'«accord») est entré en vigueur le 1^{er} mai 2011, à la suite de la décision du Conseil concernant sa conclusion². L'accord a été négocié sur la base de la décision du Conseil du 9 mars 2004 autorisant la Commission à ouvrir des négociations.

L'accord vise, entre autres, à maintenir le niveau élevé de coopération et d'harmonisation entre les États Unis et l'Union européenne dans les domaines relevant du champ d'application de l'accord.

Le champ d'application initial de l'accord, tel que figurant à l'article 2, paragraphe B, couvre:

- les agréments de navigabilité et la surveillance des produits aéronautiques civils;
- les agréments et essais environnementaux des produits aéronautiques civils; et
- les agréments et la surveillance des installations de maintenance.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord, notamment lors des discussions au sein du comité de surveillance bilatéral («comité mixte») établi en vertu de l'accord, l'Administration fédérale de l'aviation des États-Unis (ci-après la «FAA») et la Commission ont conclu qu'il existait un souhait commun d'accroître les possibilités d'étendre la coopération en matière de sécurité aérienne au-delà des dispositions actuelles de l'accord.

Les deux parties ont indiqué que la coopération devrait être renforcée en priorité dans le domaine de l'octroi des licences de pilote et de la formation des pilotes, et ont chargé des experts d'examiner les différentes solutions puis d'élaborer des propositions techniques. Les résultats de cette initiative ont confirmé la faisabilité et la nécessité d'étendre l'accord à des domaines de coopération et d'acceptation supplémentaires.

Le 25 septembre 2014, le Conseil a autorisé la Commission à négocier une modification de l'accord, de manière à intégrer de nouveaux domaines de coopération. L'accord modifiant l'accord a ensuite été négocié entre la Commission et la FAA. Sur la base d'une décision correspondante du Conseil, l'accord modifiant l'accord a, dans l'intervalle, été signé au nom de l'Union. Il convient à présent d'approuver l'accord modifiant l'accord sur le fondement de l'article 100, paragraphe 2, et de l'article 218, paragraphe 6, point a), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

1.2. Champ d'application

L'article 2, paragraphe B, de l'accord initial a été remplacé de manière à inclure les domaines suivants dans lesquels la coopération pourrait se concrétiser sur la base des annexes correspondantes de l'accord:

- (1) les agréments de navigabilité et la surveillance des produits aéronautiques civils;
- (2) les agréments et essais environnementaux des produits aéronautiques civils;

¹ JO L 291 du 9.11.2011, p. 1.

² Décision 2011/719/UE (JO L 291 du 9.11.2011, p. 1).

- (3) les agréments et la surveillance des installations de maintenance;
- (4) l'octroi de licences au personnel et sa formation;
- (5) l'exploitation des aéronefs;
- (6) les aérodromes; et
- (7) les services de la circulation aérienne et la gestion du trafic aérien.

L'article 5 a été modifié en conséquence.

1.3. Calendrier d'exécution de la modification

Le calendrier d'exécution de la présente modification est un élément primordial dans le contexte des travaux préliminaires qui ont été réalisés en vue de l'adoption et de l'ajout d'une nouvelle annexe à l'accord intitulée «Octroi des licences de pilote».

En vertu du règlement (CE) n° 216/2008³, un pilote qui est un résident de l'Union européenne doit obtenir une licence de pilote délivrée par un État membre. Le règlement (UE) n° 1178/2011⁴ de la Commission a prévu une solution pour les titulaires de licences de pays tiers qui permet à un pilote soit de valider une licence étrangère pour une durée d'un an soit de la convertir de façon permanente. Toutefois, les négociations relatives au règlement (UE) n° 1178/2011 de la Commission ont clairement montré que les règles nationales, bien qu'harmonisées jusqu'à un certain degré, présentaient de fortes différences en ce qui concerne le traitement des licences délivrées par des pays tiers. On pourrait donc voir apparaître une situation dans laquelle un grand nombre de titulaires d'une licence de pilote privé (plus de 10 000) disposeraient d'une licence étrangère inutilisable dans le système européen. Il est à noter que ce sont principalement les citoyens européens titulaires d'une licence de pilote privé délivrée aux États-Unis qui sont susceptibles d'être concernés. La conversion de ces licences conformément au règlement (UE) n° 1178/2011 de la Commission pourrait entraîner des coûts financiers et organisationnels supplémentaires importants pour les titulaires d'une licence de pilote privé.

C'est pourquoi, en accord avec les États membres, le Parlement européen et les entreprises, une période transitoire a été introduite dans le règlement (UE) n° 1178/2011 de la Commission afin de laisser le temps de négocier une annexe à l'accord, dans l'objectif de faciliter la conversion des licences de pilote privé délivrées aux États-Unis.

Si l'on prend dûment en considération les dispositions et les délais pertinents qui figurent dans le règlement (UE) n° 1178/2011 de la Commission (8 avril 2017), l'ajout à l'accord d'une nouvelle annexe sur l'octroi des licences aux pilotes est considéré comme urgent. En conséquence, l'accord doit être modifié rapidement.

2. RÉSULTATS DES CONSULTATIONS DES PARTIES INTÉRESSÉES ET DES ANALYSES D'IMPACT

L'accord modifiant l'accord a été négocié entre la Commission et la FAA, sur la base de l'article 2, paragraphe C, et de l'article 19, paragraphe B, de l'accord.

³ Règlement (CE) n° 216/2008 du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 concernant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et instituant une Agence européenne de la sécurité aérienne (JO L 79 du 19.3.2008, p. 1).

⁴ Règlement (UE) n° 1178/2011 de la Commission du 3 novembre 2011 déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables au personnel navigant de l'aviation civile conformément au règlement (CE) n° 216/2008 du Parlement européen et du Conseil (JO L 311 du 25.11.2011, p. 1).

Le secteur de l'aviation en général réclame de manière constante une coopération, une reconnaissance et une harmonisation plus étroites entre les deux plus grands marchés, à savoir les États-Unis et l'UE, afin de réduire les coûts de transaction inutiles qui n'apportent rien ou presque à la sécurité mais diminuent, par contre, la compétitivité globale des entreprises. Les avantages susmentionnés revêtent un intérêt particulier à un moment où de nouveaux arrivants font leur apparition sur le marché dans d'autres parties du monde.

La comparaison des cadres réglementaires de l'UE et des États-Unis a montré qu'il serait souhaitable de continuer à simplifier les exigences et les procédures réglementaires des deux côtés de l'Atlantique dans tous les domaines visés au point 1.2 ci-dessus. Un rapprochement des deux systèmes permettra de réaliser des économies substantielles sur le plan des structures organisationnelles, des ressources, des programmes de formation, des procédures internes et des programmes de surveillance.

Les annexes qui doivent être ajoutées à l'accord pour que l'acceptation réciproque soit effective dans un domaine donné seront élaborées et adoptées conformément aux procédures spécifiques prévues dans l'accord et dans la décision 2011/719/UE. La Commission présentera à leur sujet des propositions distinctes et additionnelles de décisions du Conseil.

3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE LA PROPOSITION

L'accord proposé modifiant l'accord, une fois en vigueur, offrirait la possibilité de coopérer dans d'autres domaines pour lesquels il existe un souhait mutuel de la part des deux parties, sous réserve de l'adoption des annexes correspondantes par le comité de surveillance bilatéral pour chaque nouveau domaine, conformément à l'article 5 révisé, et à l'article 19, paragraphe B, de l'accord.

Base juridique

Article 100, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en liaison avec son article 218, paragraphe 6, point a).

Dans le même cadre, l'article 12, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 216/2008 du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 concernant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et instituant une Agence européenne de la sécurité aérienne mérite également d'être cité. Ledit article prévoit la possibilité d'accords de reconnaissance entre l'Union européenne et les pays tiers en vertu desquels les autorités des États membres peuvent délivrer des certificats sur la base des certificats délivrés par les autorités aéronautiques d'un pays tiers.

4. INCIDENCE BUDGÉTAIRE

Pas d'incidence sur le budget de l'UE.

Proposition de

DÉCISION DU CONSEIL

sur la conclusion, au nom de l'Union européenne, d'un accord modifiant l'accord entre les États-Unis d'Amérique et la Communauté européenne relatif à la coopération dans le domaine de la réglementation de la sécurité de l'aviation civile

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 100, paragraphe 2, en liaison avec son article 218, paragraphe 6, point a),

vu la proposition de la Commission européenne,

vu l'approbation du Parlement européen,

considérant ce qui suit:

- (1) Conformément à la décision du Conseil [XXX] du [???]⁵, la modification n° 1 de l'accord entre les États-Unis d'Amérique et la Communauté européenne relatif à la coopération dans le domaine de la réglementation de la sécurité de l'aviation civile a été signée le [DATE], sous réserve de sa conclusion à une date ultérieure.
- (2) La modification n° 1 de l'accord étend les domaines de coopération entre les parties dans lesquels l'acceptation réciproque des agréments et des démonstrations de conformité peut s'appliquer, de manière à permettre une utilisation optimale des ressources et la réalisation d'économies sur les coûts en conséquence, tout en maintenant un degré élevé de sécurité dans le transport aérien.
- (3) Il convient dès lors d'approuver la modification n° 1 de l'accord au nom de l'Union européenne,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La modification n° 1 de l'accord entre les États-Unis d'Amérique et la Communauté européenne relatif à la coopération dans le domaine de la réglementation de la sécurité de l'aviation civile est approuvée au nom de l'Union.

La modification n° 1 de l'accord est jointe à la présente décision.

Article 2

Le président du Conseil désigne la personne habilitée à procéder, au nom de l'Union européenne, à l'échange de notes diplomatiques prévu à l'article 19, paragraphe B, de l'accord, à l'effet d'exprimer le consentement de l'Union à être liée par la modification n° 1 de l'accord.

⁵

Article 3

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le président